

---

# Gestion foncière rurale en Mauritanie : la gouvernance foncière face aux différents systèmes de tenure et de réformes. Quels enjeux et conséquences?

Aissata Wane\*<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces (LADYSS) – Université Paris Ouest Nanterre La Défense – 200 Avenue de la république 92000 Nanterre, France

## Résumé

### **ATELIER: Paysages ruraux sub-sahariens en mutation face aux accaparements fonciers : expulsions, migrations, usages des sols et systèmes agraires**

La Mauritanie à l'instar de nombreux pays africains fait face à des crises dans sa gestion du foncier. Cette communication examinera les aspects juridiques, sociaux et économiques de la gouvernance foncière et les conséquences au niveau local (dans la région du Gorgol et plus particulièrement dans la ville de Kaédi située dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal).

Cette question est d'autant plus problématique dans ce pays car le contexte socio-historique est bien particulier. En effet les terres arables du pays se situent dans sa partie sud peuplée pour l'essentiel de negro-mauritaniens, ces terres sont de plus en plus convoitées de hauts fonctionnaires et d'hommes d'affaires habitant pour l'essentiel dans le nord du pays et d'origine arabo berbères. L'arrivée de ces nouveaux acteurs dans le monde rural a conduit à une nouvelle reconfiguration sociale. Ainsi les terres dont les autorités traditionnelles s'occupaient de la gestion sont mises sous tutelles des administrations locales décentralisées. Cet élan a été réconforté par la mise en place d'une loi foncière en 1983 qui abolit toutes tenures traditionnelles et en même temps confère à l'Etat une main mise totale sur la gestion foncière.

Cette situation accroît la problématique de la question foncière quand on prend en compte le fait que beaucoup de terres dans cette région ne sont pas enregistrées ce qui conduit à des abus : accaparement, expropriations. De plus les autorités traditionnelles sont aujourd'hui exclues dans la gestion des terres et dénoncent de plus en plus le manque de transparence dans les nouvelles attributions.

Nous aborderons les conséquences de cette gouvernance foncière au niveau de la population locale en essayant de répondre aux questions suivantes : quels sont aujourd'hui les modes d'accès au foncier ? Comment sécuriser le foncier pour les exploitations familiales qui entretiennent un lien particulier avec la terre ? Quelles sont les stratégies de réappropriation des terres ? Et quels enjeux au niveau de la sécurité alimentaire ?

---

\*Intervenant